# Grain de Sable n° 446

# 3 décembre 2003

**Dans ce numéro**

1. - Une immigration féminine….
Extrait de la contribution au séminaire sur les femmes migrantes
12 et 14 novembre 2003 - 2ème Forum Social Européen
(par Claudine Blasco)

*Migration des femmes en Europe, visibilité sociale et économique. Les études et recherches concernant les migrantes, ont l'habitude de ne traiter que des oppressions subies par ces femmes, basées sur l'ethnicité, la classe et le genre. Leurs apports, leurs capacités, leurs compétences, leur courage et leur résistance sont trop souvent occultés, de telle sorte que se développe cette fausse image de la migrante : un être faible, victime soumise, de niveau scolaire peu élevé et en marge de la société...*

*Pourtant, les migrantes et leurs descendantes luttent au jour le jour, au sein de leur famille, de leur communauté ou de leur quartier ; elles sont de plus en plus actives et engagées. Elles prennent la parole dans les assemblées, pour revendiquer leur identité, la justice, l'égalité et la citoyenneté. Plus résistantes que soumises, elles veulent être des citoyennes à part entière dans leur pays d'accueil comme dans leur pays d'origine.*

2. - Comment gagner les majorités aux idées du mouvement altermondialiste ?
14 novembre 2003 - 2ème Forum Social Européen
(par Claude Poliak)

*Je voudrais faire quelques commentaires – qui paraîtront peut-être un peu désenchanteurs - sur la question de la mobilisation, de l'engagement politique des classes populaires. On reproche souvent son pessimisme à la sociologie lorsqu'elle énonce des lois sociales, des régularités empiriquement constatées, par exemple, en l'occurrence, la distance des classes populaires à la politique. En fait, je pense que la connaissance des lois tendancielles du monde social est la condition absolument nécessaire pour tenter de contrarier l'accomplissement de ces lois. On s'expose sinon à tenir des propos incantatoires et à laisser la situation en l'état.*

## 1. - Une immigration féminine….

Extrait de la contribution au séminaire sur les femmes migrantes
12 et 14 novembre 2003 - 2ème Forum Social Européen
(par Claudine Blasco)

Les études et recherches concernant les migrantes, ont l'habitude de ne traiter que des oppressions subies par ces femmes, basées sur l'ethnicité, la classe et le genre. Leurs apports, leurs capacités, leurs compétences, leur courage et leur résistance sont trop souvent occultés, de telle sorte que se développe cette fausse image de la migrante : un être faible, victime soumise, de niveau scolaire peu élevé et en marge de la société...

Pourtant, les migrantes et leurs descendantes luttent au jour le jour, au sein de leur famille, de leur communauté ou de leur quartier ; elles sont de plus en plus actives et engagées. Elles prennent la parole dans les assemblées, pour revendiquer leur identité, la justice, l'égalité et la citoyenneté. Plus résistantes que soumises, elles veulent être des citoyennes à part entière dans leur pays d'accueil comme dans leur pays d'origine.

**Une immigration féminine….**

Aujourd'hui, les migrants viennent essentiellement des pays en guerre et, ou pauvres, et les femmes migrantes sont de plus en plus nombreuses et pourtant invisibilisées.

Dans le monde, d'après le rapport 2002 des Nations Unies sur la population, le nombre de migrants dans le monde a atteint 175 millions (3 % de la population mondiale) ; le nombre des migrants a plus que doublé depuis 1975, la plupart d'entre eux vivent en Europe (56 millions), en Asie (50 millions) et en Amérique du Nord (41 millions). Or pratiquement un immigrant sur deux en Europe et dans le monde (47 %) est une femme, en France 6,9%

Qui sont-elles ?

En France et au Portugal, on trouve essentiellement des femmes d'Afrique du Nord ou d'Afrique subsaharienne ; en Espagne, ce sont surtout des nord - africaines, des latino-américaines et des philippines ; au Royaume-Uni et au Danemark, ce sont les femmes asiatiques qui sont les plus nombreuses. En Europe d'une façon générale, parmi les migrantes venant de pays extérieurs à l'Europe, les Turques sont les plus nombreuses, suivies des nord-africaines (Algériennes, Marocaines, Tunisiennes). C'est dans 3 pays, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni que 78 % des migrantes non européennes habitent.

Il y a noté que les migrations sont essentiellement féminines vers l'Islande et le Royaume-Uni, (venant d'Inde, de Pologne, de l'Europe de l'Est, des Philippines).

Aujourd'hui, on remarque une nouvelle vague de migrantes venant de l'ex-Urss et de l'ex-Yougoslavie. Elle a apporté une main d'œuvre très qualifiée et peu chère en Europe de l'Ouest, mais aussi alimenté la traite des femmes….

En fait, le nombre des femmes migrantes suit l'augmentation de la pauvreté dans le monde.

Dans l'union européenne, le nombre des femmes et des hommes migrants a progressé régulièrement au cours des 30 dernières années (1), correspondant au début de la

mondialisation financière néolibérale et à l'augmentation du fossé séparant les pays pauvres des pays riches. Sachant que les femmes représentent 70 % des pauvres de notre planète, ce sont elles qui ont le plus de raison de chercher un ailleurs meilleur.

Les nouvelles politiques de concurrence, de privatisation et de libéralisation des échanges se répercutent en premier sur la population féminine. Les femmes travaillent plus longtemps, gagnent moins, n'ont plus accès à la formation, au crédit. Au sein de leurs familles, elles compensent les déficits de services publics. Tout cela ne peut que les inciter encore plus à migrer pour résister aux conditions de vie qu'un tel modèle de société leur promet.

L'évolution des raisons du départ.

La femme migrante actuelle quitte son pays, afin d'améliorer sa situation économique et sociale, à son propre compte, et non plus pour rejoindre son mari. Ces migrantes sont souvent célibataires, donnent priorité à leur carrière et ne fondent une famille qu'après leur installation dans le pays d'accueil.

Parmi elles, de plus en plus, se trouvent des médecins, des professeurs, des chercheuses, des étudiantes qui veulent poursuivre leurs études, des femmes très qualifiées en quête d'un travail à la hauteur de leurs compétences et qui ne trouvent à leur arrivée que des emplois de domesticité ou de services, peu rémunérés et peu valorisants.

Par exemple, 40 % des immigrantes en Suède, venant de l'Europe du sud et de l'Est ont suivi une formation ou acquis des qualifications dans leur pays d'origine, que l'on n'a jamais valorisé dans le pays d'accueil. Malheureusement, les femmes migrantes en France ou en Angleterre par exemple, qui ont un bagage culturel, universitaire ou une expérience professionnelle importante, ne se voient proposer que des emplois sous-payés dans la restauration et l'entretien.(2). Nous nous privons ainsi d'une main d'œuvre hautement qualifiée, et nous désespérons ces femmes de valeur...

**Des femmes migrantes invisibilisées…**

En France, ces femmes sont invisibles cachées par le stéréotype de l'immigré :homme, nord-africain, peu qualifié, employé du bâtiment ou de l'industrie. L'invisibilité des femmes migrantes est due à 3 raisons :

- Les travailleurs migrants des années 50 et 60 arrivaient seuls, sans leur famille.
- Les femmes étaient peu présentes dans l'espace public,
- Elles travaillaient majoritairement dans le secteur informel, donc non déclaré ou en tant qu'employées de maison.

Elles sont perçues comme un bagage inoffensif et silencieux du travailleur immigré, peu nombreuses et recluses au foyer. Elles sont moins inquiétantes pour l'opinion publique, car sensées calmer l'agressivité des maris et les stabiliser : le travailleur immigré rentrait le soir auprès de sa femme au lieu de traîner dehors.

Aujourd'hui leur image oscille de la musulmane voilée, manipulée par les « grands frères » intégristes, à la « beurette » qui cherche à s'émanciper, cachant le très grand nombre des femmes immigrées venant d'Europe (Sud et Est) (les plus nombreuses), d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine.

Leur représentation dans la sphère publique décisionnelle (représentation parlementaire ou dans les instances publiques ou les directions de grandes entreprises) est quasi inexistante, anecdotique ou sert souvent d'exception à la règle ou de note exotique. Beaucoup de partis politiques cherchent à

ajouter dans leurs listes pour les élections locales ou européennes, au moins une femme immigrée, comme une " prime à la féminité ethnique ", mythe selon lequel l'intégration à la française passerait d'abord par les femmes.

Cependant les partis ne laissent aucune liberté d'expression à ces élues. A ce jour, aucune élue députée, aucune sénatrice, aucune conseillère régionale ou générale, n'est une femme issue de l'immigration ; il y a seulement une secrétaire d'état, quelques conseillères techniques dans les ministères, 78 élues conseillères municipales de villes de plus de 50 000 habitants, dont 5 à Marseille.

Au sein de l'entreprise, parmi les femmes diplômées de 5 ans d'études supérieures ou plus, aucune femme issue de l'immigration, n'a obtenu de poste de cadre, contre 38 % chez l'ensemble des femmes et 47 % chez les hommes. (chiffres INSEE, rapport FASILD)

**Pourtant, l'apport financier des femmes migrantes est essentiel pour leur pays d'origine.**

Plus de la moitié des femmes immigrées en France, travaillent aujourd'hui. Mais pour les migrantes, - faut-il ici rappeler que les conditions de travail et de rémunération des femmes en général sont pratiquement toujours inférieures à celles des hommes ?- leur salaire est inférieur même aux salaires des femmes autochtones. Cela a amené les femmes migrantes, (plus que les natives de leur pays d'accueil), à travailler dans le secteur informel ou à créer leur propre entreprise. Ainsi, même si le taux d'activité des femmes immigrées, âgées de 15 à 65 ans reste inférieur à celui des autres françaises, il a progressé fortement de 36 % en 1990 à 53,2 % en 2002. Elles sont plus nombreuses que les françaises à créer leur propre entreprise, mais se trouvent souvent cantonnées dans les services de soin ou de maison.

L'analyse des parcours des femmes immigrées

Depuis les années 70, a montré que travailler durablement pour elles dépend de leur niveau d'études, de la maîtrise de la langue, de la situation de famille, du contexte économique, du motif de la migration, mais surtout du pays d'origine. Les migrantes de l'intérieur de l'Europe obtiennent plus d' emplois, surtout moins précaires que les Nord-Africaines. Parmi ces dernières, ce sont les Algériennes qui ont le taux d'activité le plus important. Ce sont en majorité des places d'employées (52 %) que les femmes immigrées occupent. Mais la précarité de l'emploi est plus fréquente chez les immigrées que chez les autres femmes, et les Nord-africaines en sont les plus victimes. Temps partiel pour 41% d'entre elles contre 34 % chez les non-immigrées. Le chômage suit le même schéma, mais diminue lorsque le niveau d'étude augmente. Il est à remarquer que les jeunes femmes sont plus touchées que les plus âgées et que les immigrées d'Afrique sont davantage au chômage que celles venant d'Asie ou d'Europe.

Un apport non-négligeable à l'économie de leurs pays d'origine.

Les transferts des salaires des travailleurs émigrés contribuent de manière substantielle aux recettes en devises et sont un complément majeur au produit intérieur brut. Ainsi en 2000 ces envois de fonds ont fait accroître de plus de 10 % le PIB de la Jordanie, ont ralenti en Egypte et en Israël la progression du déficit, représentent au Maroc en janvier 2002 le double des recettes du tourisme. Seule la Turquie voit une baisse de 45 % sur 5 trimestres des transferts des travailleurs émigrés.

Il est un autre apport financier, mais celui-là contraint, des femmes migrantes à l'économie de leur pays et à l'économie criminelle internationale, celui de la prostitution, de la traite des femmes. En Italie, les étrangères sont la moitié des 50 000 prostituées ; la police estime qu'elles rapportent 50 millions d'euro par an. En France, la moitié des prostituées serait aussi des étrangères et engendrerait un chiffre d'affaires annuel évalué à 1,5 milliards d'euro. Un réseau Bulgare à Nice, a récolté plus de 30 000 euros qu'il a rapatrié par mandats postaux en Bulgarie et réinvesti dans l'immobilier. Ces réseaux mafieux en retirent des sommes colossales de l'ordre de plusieurs milliards d'euros par an qu'ils placent dans les paradis fiscaux où le réinvestissent dans leur pays d'origine, dans des entreprises, ou l' immobilier.Ils incitent ainsi ces pays à fermer les yeux sur la traite de femmes et à vouloir régulariser ce trafic pour insérer ces dividendes dans leur PIB....

**Mais le rôle économique des migrantes ne se réduit pas à leur apport financier.**

Elles sont porteuses de développement durable, de formation, de transfert de technologie via les projets associatifs, de transformation de leur société d'origineet de leur société d'accueil. De même, par leur travail domestique elles assurent la reproduction de la force de travail dans le pays d' accueil, la leur d'abord, celle de leur conjoint, de leur famille, et la formation de leurs enfants.

Les migrantes ont créé en France, dès les années 70 des associations (groupe femmes algériennes, collectives femmes immigrées, collectif des femmes du Maghreb, les Yeux Ouverts, les nanas beurs, etc…) qui se sont multipliées pour construire des solidarités entre ici et là-bas, au carrefour entre les luttes féministes et les mouvements de l'immigration.

Les ONGs de femmes ont aussi créé des réseaux euroméditerranéens de femmes dans la vie économique et pour le développement durable. Il existe en France de nombreuses associations de ressortissants très actives, qui souvent soutiennent des projets de développement dans leurs pays d'origine, pour développer la création économique, l'épargne, le crédit, l'accès à la terre ou à la formation des femmes. De même beaucoup d'associations luttent pour les droits des femmes (association des sans papiers, marche mondiale des femmes, etc...) notamment celui de l'accès aux richesses et au travail et au droit de libre circulation.

Aucune statistique officielle ne traduit l'apport majeur de ces actions de développement . Comme souvent, le travail des femmes reste invisible et non comptabilisé dans les budgets officiels. Il est vrai que ce serait difficile à chiffrer tellement l'impact de ces actions est à très long terme. Quand on redonne confiance à une femme en ses capacités, c'est souvent tout un groupe familial et social que l'on touche et qui va pouvoir sur plusieurs générations développer les capacités révélées.

Reconnaissons la valeur de leur travail et de leur parole, rendons visible leur apport économique et culturel. Elles sont nos égales, traitons les avec le même respect que nous désirons pour nous : une guerre, une crise économique, un futur désespérant et nous sommes tous et toutes des migrants potentiels....

*Claudine Blasco (Attac France, commission Femmes, Genre et Mondialisation)*

## 2. - Comment gagner les majorités aux idées du mouvement alter-mondialiste ?

14 novembre 2003 - 2ème Forum Social Européen

(par Claude Poliak, Sociologue, chercheur au CNRS, membre du conseil scientifique d'Attac)

Je voudrais faire quelques commentaires – qui paraîtront peut-être un peu désenchanteurs – sur la question de la mobilisation, de l'engagement politique des classes populaires. On reproche souvent son pessimisme à la sociologie lorsqu'elle énonce des lois sociales, des régularités empiriquement constatées, par exemple, en l'occurrence, la distance des classes populaires à la politique. En fait, je pense que la connaissance des lois tendancielles du monde social est la condition absolument nécessaire pour tenter de contrarier l'accomplissement de ces lois. On s'expose sinon à tenir des propos incantatoires et à laisser la situation en l'état.

Il n'est pas question de nier la désaffection actuelle à l'égard des partis, voire des syndicats, qui se traduit par la chute des effectifs, mais aussi par l'abstention. Cette désaffection a bien sûr beaucoup à voir avec les transformations du champ politique. Cela étant dit, il faut, je crois, rappeler que l'indifférence « à la politique » - au sens large - des membres des classes populaires est loin d'être un phénomène nouveau et qu'il y a des raisons structurelles à cette auto-exclusion.

De ce point de vue, le mouvement altermondialiste est confronté, en fait, aux mêmes problèmes que les organisations partisanes d'hier et d'aujourd'hui, notamment le problème de la coupure entre des professionnels de la politique et des profanes qui n'ont ni les mêmes conditions d'existence, ni les mêmes ressources scolaires et culturelles, ni, bien sûr le temps libre nécessaire à tout investissement politique durable, ni non plus les mêmes intérêts à « faire de la politique ».

Il faut rompre avec une vision enchantée de la théorie démocratique du citoyen, avec une croyance naïve dans l'égalité formelle devant la politique et prendre acte du fait que tous n'ont pas les moyens d'exercer les droits qui leur sont reconnus. Autre manière de le dire, les démocraties modernes reposent sur un mécanisme censitaire caché. L'abstention, l'indifférence à la politique ne sont pas socialement distribuées au hasard. Elles concernent, pour l'essentiel, les plus démunis économiquement, scolairement, culturellement. Bref, il y a des conditions sociales d'accès à la politique : comme les conditions sociales de la réussite scolaire, elles ne sont pas seulement matérielles, mais aussi culturelles. La politisation est liée à la possession d'une compétence politique qui est, de fait, monopolisée par les professionnels de la politique. La compétence politique peut être définie comme la capacité à reconnaître une question comme politique et à la traiter comme telle. Cette capacité suppose de se percevoir, c'est-à-dire aussi d'être reconnu comme habilité à s'occuper des affaires politiques.

Après tout, il n'est pas difficile de comprendre que le perpétuel souci du lendemain, l'absence de temps libre et un faible niveau d'instruction ne sont pas propices à l'engagement politique. Et il suffit d'un peu d'imagination pour comprendre que l'obstacle à l'engagement politique qu'opposent ces conditions objectives est redoublé par le « fatalisme » associé au sentiment d'impuissance : « on n'y peut rien ». Fatalisme aujourd'hui renforcé par la montée de l'individualisme

indissociable de la pensée néo-libérale sous toutes ses formes.
Que faire pour tenter de surmonter ces obstacles ? Les réponses ne sont évidemment pas simples. Je voudrais simplement indiquer quelques pistes pour briser le pessimisme de ces propos.
- La mobilisation suppose la croyance en la possibilité d'agir sur le monde social. De ce point de vue, le mouvement altermondialiste en construisant pas à pas une nouvelle « utopie réaliste » - « un autre monde est possible » -, peut contribuer à briser le fatalisme. On peut, en effet, modifier la réalité sociale en modifiant la représentation que s'en font ceux qui la vivent. Encore faut-il que ce discours critique porteur d'espoir se fasse entendre au-delà du cercle des professionnels de la politique.
- La conquête des esprits peut et doit viser explicitement les classes populaires. Ainsi, la définition d'ATTAC comme mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action doit-elle être prise au sérieux, en s'inspirant des expériences du passé, tout en les analysant. En n'oubliant pas, par exemple, que les organisations des classes dominées étaient et sont encore parfois des lieux de formation où les militants, tout en acquérant une culture politique, retrouvent le sentiment d'une dignité mise à mal par l'école et par le monde du travail.

On peut aussi penser que l'élévation du niveau scolaire qui s'accompagne souvent du sentiment de déclassement de tous ceux qui occupent des emplois qui ne correspondent pas aux diplômes qu'ils possèdent, et donc à leurs espérances, peut être un élément favorable à la politisation. On a observé, par exemple, qu'une des manières de gérer le déclassement, pour conserver une estime de soi, est l'investissement dans des activités artistiques ou culturelles. L'investissement dans des activité politiques peut remplir exactement la même fonction.
- Il faut aussi rappeler qu'il y a des intérêts à « faire de la politique », des gratifications, ce qui n'enlève évidemment rien à la croyance dans la cause à défendre. On doit, je crois, tenir compte de ces gratifications pour comprendre les engagements militants. Outre l'estime de soi et l'estime de ses pairs, bref la réassurance qu'il procure, l'univers militant est aussi un univers de sociabilité, de convivialité, un espace d'intégration qui brise l'isolement, pour autant et pour autant seulement, encore une fois, que les professionnels de l'altermondialisme ne reproduisent pas la clôture spontanée entre profanes et professionnels.
- Dernier point que je voudrais mettre en débat : la question de la délégation. Elle n'est évidemment pas sans rapport avec ce qui précède. La délégation implique, il est vrai, est une dépossession des moins compétents au profit des plus compétents. Le contrôle de celui qui parle au nom du « groupe parlé » soulève de nombreux problèmes. Il me semble néanmoins que tirer toutes les conséquences des raisons de l'éloignement des classes populaires du jeu politique invite à réhabiliter les mécanismes de délégation, en tentant d'en contrôler les effets les plus néfastes. La tendance dans ce qu'on appelle les « nouveaux mouvements sociaux » à opposer aux mécanismes de délégation des modes de participation plus ou moins informelle supposés exprimer la parole « libre » de tous les citoyens, ignore ou feint d'ignorer que seuls s'expriment ceux qui ont des propriétés sociales et d'abord scolaires qui permettent de le faire et laissent sur le chemin tous les autres. Ici comme ailleurs, le laisser-faire aboutit le plus souvent à l'émergence de porte-parole auto-proclamés dont la représentation démocratique est loin d'être avérée. On peut le déplorer, mais je pense que les plus démunis ne peuvent réellement se faire entendre, en tant que groupe, qu'en choisissant leurs porte-parole. « Il faut toujours risquer l'aliénation politique pour

échapper à l'aliénation politique », disait Pierre Bourdieu.
On rejoint ici la question de compétence, donc de la formation politique des éléments des classes populaires les plus prédisposés à « faire de la politique » : ils trouvent leur légitimité dans la reconnaissance que leur accorde ceux qu'ils représentent. Cette reconnaissance repose, au moins pour partie, sur la proximité sociale entre représentants et représentés, sur l'expérience des mêmes conditions d'existence et les manières d'être et de faire qu'elles impliquent. En d'autres termes, tirer les conséquences de ces quelques données suppose que le mouvement altermondialiste se donne les moyens d'être présent non seulement dans les « banlieues » ou les cités les plus démunies, mais aussi sur les lieux de travail auprès des ouvriers et des employés, avec les organisations syndicales, en s'efforçant de situer les combats sectoriels dans la lutte contre la mondialisation libérale.

*Claude Poliak, Sociologue, chercheur au CNRS, membre du conseil scientifique d'Attac*